

Fausse crise migratoire, vraie crise politique

Le bulletin
de Charles Michel

Certes, le gouvernement Michel est tombé prématurément. N'empêche: il n'a guère chômé en quatre ans et des poussières. Durant deux semaines, L'Echo a dressé le bilan de cette coalition suédoise qui se clôture aujourd'hui avec le volet asile et migration.

La politique d'asile et de migration a pris une place disproportionnée par rapport aux enjeux économiques et sociaux du pays, et la réalité des migrations en Belgique. Au point de faire tomber le gouvernement.

VINCENT GEORIS

«Je récupère un département en crise. C'est le chaos», a dit Maggie De Block (Open Vld) en reprenant le portefeuille de l'Asile et la Migration, détenu jusque-là par Theo Francken (N-VA). La crise autour du pacte de l'ONU sur les migrations a mis à jour la gestion chaotique de ce gouvernement, celle des migrations.

Qui aurait parié que le pacte onusien, négocié durant plusieurs mois sans que la N-VA ne bronche, fasse chuter le gouvernement Michel? Le scénario de cette déchirure, à lui seul, en dit long sur le grand écart entre la pression infernale que la N-VA a fait peser sur ce dossier, au point de mettre à terre le gouvernement, et la réalité de la

question migratoire telle que les chiffres la montrent.

Crise migratoire de 2015

Lors de l'installation du gouvernement Michel, fin 2014, l'Europe affronte une crise migratoire liée à la guerre en Syrie et à des mouvements de migration économique provenant de zones dévastées par les guerres ou le climat. En 2015, la crise humanitaire atteint son paroxysme, avec plus de 1,25 million de demandes d'asile enregistrées dans l'UE.

Les premières décisions de la suédoise sont efficaces, la Belgique accueille un peu plus de réfugiés

que la moyenne européenne. *«Au début, le gouvernement belge a adopté une attitude gestionnaire. Il s'en est plutôt bien tiré», dit François Gemenne, chercheur et enseignant à l'Université de Liège et à Sciences Po à Paris. Le problème, c'est qu'après la crise humanitaire, la communication de crise est restée.»*

Une première mesure contestée

Fin 2015, le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken, limite le nombre de demandes d'asile en Belgique à 50 par jour. Du jamais vu, *«Cette mesure était une stratégie pour faire peur à la population, en exagérant le phénomène et en affirmant que les instances d'asile belges ne pouvaient pas faire face. Mais c'était faux. En 2000, la Belgique avait reçu plus de demandes d'asile qu'en 2015 et elle avait pu les traiter», dit Marie-Pierre de Buisseret, avocate au barreau de Bruxelles spécialisée en droit des étrangers. Beaucoup de candidats réfugiés restaient sur le carreau. Nous avons dû multiplier les référés contre l'Etat belge.»* Deux mois avant la chute du gouvernement, Theo Francken ira encore plus loin.

La crise s'arrête, la N-VA continue

En 2016, après un accord avec la Turquie et des mesures aux frontières européennes, les demandes d'asile chutent de moitié. La crise est termi-

née. Mais certaines forces politiques continuent à parler de crise, entretenant un bruit de fond anxiogène.

Theo Francken monopolise l'attention en soufflant sur les braises de la crise migratoire. La N-VA exige des forces de police une attention constante sur les migrants. On finit par voir des migrants partout. *«Le sujet est si politisé qu'il est devenu la priorité n°1 du gouvernement durant des mois. Alors que si on le compare aux enjeux environnementaux, fiscaux, des pensions, etc., on occulte les grands enjeux belges»,* déplore Jean-Michel Lafleur, chercheur à l'Université de Liège.

Pourtant, les demandes d'asile en Belgique ont chuté de 39.000 unités en 2015 à environ 16.000 en 2016 et les années suivantes.

La Belgique est loin, très loin, des efforts réalisés par d'autres pays. En 2017, la Suède a accueilli 25.999 migrants par million d'habitants. L'Allemagne, 16.466. La Belgique 5.976.

Enfermer les familles

En quatre ans, la coalition suédoise

n'a proposé aucune réforme de fond de la politique migratoire. Sinon quelques mesures «spectaculaires» prônées par la N-VA pour

montrer que le gouvernement durcit le ton. Les descentes policières musclées se multiplient dans le parc Maximilien où se trouvent des migrants, pour la plupart en transit vers le Royaume-Uni.

En 2016, Theo Francken révèle, à grand renfort de publicité, son ambition de donner la possibilité d'enfermer des familles avec enfants en vue de leur expulsion. La N-VA en fait une affaire de gouvernement. Deux ans plus tard, Theo Francken reçoit l'accord du kern. Après des travaux pour 2 millions d'euros, le

127bis de Steenokkerzeel est aménagé pour recevoir des familles. «En réalité, la politique d'asile n'a pas fonctionné, sinon à coups de tweet», dit François Gemenne. Il n'y a eu aucune réforme de fond, aucun programme. Juste une gestion à la petite semaine et de quoi assurer la communication de la N-VA.»

La mort de Mawda

Pour le politologue, le paroxysme de cette gestion chaotique fut la mort de la petite Mawda. En mai 2018, cette fillette kurde d'Irak est tuée par balle lors d'une course-poursuite entre un trafiquant et la police. «Ce fut un événement marquant. L'aboutissement tragique d'une

gestion policière de la migration au cours de laquelle les migrants ont été traités comme des animaux», dit François Gemenne.

L'affaire déclenche les passions, les uns soutenant la police, les autres les parents, la déchirure de la société belge dramatisant encore plus l'atmosphère de crise insufflée pour des motifs électoraux.

Le pacte de la discorde

Le fossé entre la communication de crise et la réalité des chiffres de la migration a continué à grandir pour occuper toute la scène politique. Le 9 décembre 2018, le gouvernement Michel tombe sur le pacte des migrations. La N-VA exige du Premier

ministre qu'il ne signe pas le texte que la diplomatie belge a pourtant négocié en premières loges. Le parti flamand avait pourtant soutenu le pacte lors de son élaboration. Le Premier ministre Charles Michel tient bon. À Marrakech, il se libère. Fait un tabac.

«La Belgique a été un moteur du pacte des migrations, poursuit François Gemenne, qui fut un des experts appelé par l'ONU lors de la genèse du pacte. Jamais je n'aurais imaginé ce qu'il advint. Le gouvernement belge est le seul à avoir chuté sur ce texte. La raison tient au fait que la migration a été utilisée en Belgique comme un argument électoral, bien plus que dans les autres pays.»

**«En réalité, la politique
d'asile n'a pas
fonctionné, sinon à
coups de tweet.»**

FRANÇOIS GEMENNE
CHERCHEUR ET ENSEIGNANT À
L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE ET À
SCIENCES PO À PARIS